

LYON

Cérémonie du 8-Mai : non-invité, le groupe d'opposition Pour Lyon proteste

Alors que les élus d'opposition s'interrogent sur le fait de ne pas avoir été invités à la cérémonie du 8-Mai, ce samedi, à la mairie on explique que le protocole républicain, soumis à validation préfectorale, est très restreint du fait du contexte.

Dans un communiqué, le groupe Pour Lyon, présidé par Yann Cucherat, regrette que les élus d'opposition ne soient pas invités ce samedi à la traditionnelle commémoration du 8-Mai à 10 h 30 au parc de la Tête d'or. Il pointe un paradoxe : « 4 000 personnes à la Marche pour le climat, le maire en tête, pas d'élus d'opposition invités à la commémoration du 8-Mai au parc de la Tête d'or pour raison sanitaire. Deux poids, deux mesures ! »

« Des arguments inéquitables »

Le président du groupe



La tribune officielle devant la porte des Enfants du Rhône lors de la commémoration du 8-mai 1945 au parc de la Tête d'or, à Lyon, en 2019. Photo archives Progrès/Maxime JEGAT

Pour Lyon met en exergue le manque de cohérence du maire de Lyon dans l'organisation et la participation aux événements publics et « des arguments avancés inéquitables d'une action à l'autre ». « Grégory Doucet réunit plus de 30 personnes le 6 mai dernier aux Subsistances, dans un lieu clos, pour présenter

son opération "On sème". Deux jours plus tard, sous couvert du protocole sanitaire, le maire nous refuse l'invitation au monument aux morts pourtant situé en extérieur. Cette antinomie nous dérange tout comme elle nous interroge. »

« Ce n'est pas que nous ne voulons pas. C'est que nous

ne pouvons pas », répond-on à la mairie de Lyon, qui a effectivement reçu un courrier de l'opposition à ce sujet. On explique : « En raison du contexte sanitaire, le protocole républicain est très restreint. La liste des invités est soumise et validée par la préfecture puisqu'il s'agit d'une commémoration nationale.

« Dès que nous pourrions réinviter l'ensemble des conseillers municipaux, évidemment que nous le ferons. »

Le protocole qui est appliqué est en rapport avec le décret du gouvernement qui s'applique pour les manifestations dans l'espace public. On ne peut inviter qu'un seul porte-drapeau. Même pour les associations d'anciens combattants ce n'est pas marrant. Dès que nous pourrions réinviter l'ensemble des conseillers municipaux, évidemment que nous le ferons. L'unité républicaine prime. »

Ce samedi, la commémoration devrait réunir une trentaine de personnes.

N.M. et T.V.

LYON 7E

Deux vendeurs à la sauvette arrêtés à la Guillotière

Les policiers ont arrêté cette semaine deux vendeurs à la sauvette qui exerçaient dans le secteur de la place Gabriel-Péri (Lyon 7^e). Le premier a été repéré lundi soir alors qu'il proposait des cigarettes contrefaites. Il a été trouvé en possession de quatre cartouches. Agé de 33 ans, sans domicile fixe, il s'est vu notifier mercredi par le parquet une composition pénale. Il a reconnu qu'il exerçait sur la place depuis plusieurs mois. Le deuxième vendait depuis plusieurs jours des produits alimentaires rue Paul-Bert, à l'angle de la rue Bonnefoi. L'enquête a montré qu'il n'avait déclaré aucun chiffre d'affaires à l'Urssaf et aux services fiscaux. Agé de 39 ans et habitant dans le 8^e arrondissement, il a nié le travail dissimulé et la vente à la sauvette ce qui ne l'empêchera pas de s'expliquer au tribunal en décembre.

LYON

Des sans-papiers devant la préfecture : « Régularisation pour tous »

Ce vendredi, environ une soixantaine de personnes étaient présentes devant la préfecture du Rhône pour se mobiliser et réclamer la régularisation de tous les sans-papiers.

Parmi les manifestants, Habiba, mère de deux enfants arrivés depuis 6 ans, rejointe par son mari deux ans plus tard. « On voudrait une vie normale, comme tout le monde mais ce n'est pas possible. Mon mari ne peut pas être régularisé car il est là depuis seulement 4 ans », déplore-t-elle.

« Je suis venu manifester pour faire entendre ma voix »

« Mes enfants vont au lycée et au collège mais on ne peut pas travailler donc pas vivre correctement. On veut seulement travailler, pas d'aide ».

Ce rassemblement a commencé par une minute de silence pour rendre hommage à Bary Keita, ouvrier sans papier de 28 ans décédé sur un chantier. Puis, le silence a laissé place aux tambours, cris et chants. « Solidarité avec les sans-papiers », pouvait-on entendre. « Je suis venu manifester



Environ une soixantaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture du Rhône pour les sans-papiers. Photo Progrès/Bolat KUTLU

pour faire entendre ma voix. J'aimerais être régularisé car j'aime ce pays, c'est mon seul souhait », a expliqué Diabé, venu du Mali en 2015 et qui a déjà demandé l'asile en 2016, sans succès.

« Une situation qui s'aggrave avec la Covid »

Avec la Covid-19, les sans-papiers se plaignent de ne plus pouvoir travailler et demandent une activité salariée.

« Auparavant, je m'occupais de la plonge d'un restaurant. Sans contrat, je n'ai pas eu le droit au chômage partiel, c'est très difficile de survivre, cette situation s'est empirée avec la crise sanitaire », confie Diabé. Même son de cloche pour Mohamed, mais qui pense que la situation est bénéfique pour les patrons. « On travaille au noir mais c'est ce que veulent les patrons. On travaille plus de 70 heures par semaine pour toucher la moitié d'un

Smic », s'indigne-t-il.

Un des organisateurs confie aussi la crainte pour ces personnes marginalisées. « Pour ces populations, la crise sanitaire actuelle est en train de devenir une véritable bombe sanitaire », estime-t-elle.

Tous les vendredis à 14 heures, de nouveaux rassemblements auront lieu devant la préfecture. « Nous reviendrons à coup sûr », annonce Najeh, une des fondatrices du collectif.

Bolat KUTLU